

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**Location de salles pour les sessions d'examens de
l'EPN 10 CCA du Cnam**

CCAP N° 24-011

Conservatoire National des Arts et Métiers

292, rue Saint-Martin
75141 PARIS CEDEX 03

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| Préambule..... | 4 |
| Article 1. Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1. Objet du contrat | 4 |
| 1.2. Décomposition du contrat | 4 |
| 1.3. Clause de réexamen..... | 4 |
| 1.4. Réalisation de prestations similaires..... | 4 |
| Article 2. Pièces contractuelles | 4 |
| Article 3. Forme et durée du marché | 5 |
| 3.1. Forme du marché | 5 |
| 3.2. Durée du marché | 5 |
| Article 4. Prix | 5 |
| 4.1. Caractéristiques des prix | 5 |
| 4.2. Modalités de variation des prix | 5 |
| 4.3. Clause de sauvegarde..... | 6 |
| Article 5. Avance | 6 |
| Article 6. Modalité de règlement des comptes..... | 6 |
| 6.1. Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 6 |
| 6.2. Présentation des demandes de paiement | 6 |
| 6.3. Modalités de règlement et délai global de paiement..... | 7 |
| 6.4. Paiement des cotraitants | 7 |
| 6.5. Paiement des sous-traitants | 7 |
| Article 7. Conditions d'exécution des prestations | 7 |
| 7.1. Généralités | 7 |
| 7.2. Obligation de résultat..... | 8 |
| 7.3. Mesures d'ordre social..... | 8 |
| 7.4. Suivi du marché..... | 8 |
| 7.5. Modifications techniques | 8 |
| 7.6. Lieux d'exécution du marché | 8 |
| 7.7. Commande des prestations..... | 8 |
| 7.8. Annulation des prestations | 8 |
| Article 8. Modalités d'exécution des bons de commande..... | 8 |
| Article 9. Constatation de l'exécution des prestations | 9 |
| 9.1. Installation et vérifications..... | 9 |
| 9.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet..... | 9 |
| 9.3. Garantie des prestations..... | 9 |
| Article 10. Pénalités..... | 9 |
| 10.1. Généralités | 9 |
| 10.2. Vis-à-vis de la vie sociale de la société | 9 |
| 10.3. Non-respect du cahier des clauses techniques particulières | 9 |
| 10.4. Non-respect des délais | 10 |
| 10.5. Pénalité relative à la gestion administrative du marché | 10 |
| 10.6. Non-respect des effectifs et profils contractuels | 10 |
| Article 11. Assurances..... | 10 |

| | | |
|-------------|---|----|
| 11.1. | Assurance de responsabilité civile et dommages aux tiers..... | 10 |
| 11.2. | Assurance vols et dommages aux biens | 10 |
| Article 12. | Résiliation du marché | 10 |
| 12.1. | Conditions de résiliation..... | 10 |
| 12.2. | Résiliation anticipée..... | 11 |
| 12.3. | Redressement ou liquidation judiciaire | 11 |
| Article 13. | Règlement des litiges | 11 |
| Article 14. | Dérogations | 12 |

Préambule

Le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dépendant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation. Son siège est situé dans le 3ème arrondissement de Paris au 292, rue Saint-Martin.

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique (CCP).

Article 1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent le marché de : location de salles pour les sessions d'examens de l'EPN 10 CCA du Cnam.

Le cahier des clauses techniques particulières décrit en détail les prestations à exécuter pour le présent marché.

Les personnes/services en charge de veiller à l'exécution technique et administrative de ce marché au Cnam sont :

- Mahsum GUNDUZ, secrétaire général de l'EPN 10.
- Le service des achats.

1.2. Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'objet même de cette opération, c'est-à-dire location de salles pour les sessions d'examens de l'EPN 10 CCA du Cnam ne permet pas la décomposition en lots puisque les prestations attendues sont de même nature et répondent à des besoins indissociables.

Les prestations qui seront effectuées dans le cadre du présent marché sont indissociables les unes des autres et représentent une unité fonctionnelle. La décomposition en lots entraînerait un découpage artificiel des prestations, rendrait l'exécution du marché difficile techniquement et, par conséquent, plus coûteuse conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11 du CCP.

1.3. Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le titulaire pourront négocier un avenant au présent marché dans les conditions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de travaux d'installation supplémentaires.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

1.4. Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R. 2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

Article 2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- Le mémoire technique du titulaire,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1^{er} avril 2021.

Concernant les pièces générales (CCAG), les pièces contractuelles sont les documents en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 6.

Les conditions générales de vente du titulaire ne s'appliquent pas au présent marché.

Article 3. Forme et durée du marché

3.1. Forme du marché

Le marché conclu est un accord-cadre à bons de commandes sans minimum passé sur le fondement des articles L2125-1 et R2162-1 à 6 du CCP et R2162-13 à 14 du CCP. Le montant maximal est fixé à 600 000 € HT pour toute la durée du marché.

3.2. Durée du marché

Le marché prend effet à compter à sa date de notification.

Sa durée est d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le marché sera reconduit automatiquement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, 2 mois avant la date anniversaire du marché (date de notification).

Une prolongation du délai d'exécution des prestations peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 4. Prix

4.1. Caractéristiques des prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires en application de l'article R2112-6 du CCP et selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis hors TVA. Ils comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG-FCS.

4.2. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres : **décembre 2024** dit « mois 0 ».

Les prix du marché sont révisés à chaque date anniversaire du marché (date de notification), par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (I_n/I_0)$$

où P_n est le prix révisé,

P0 est le prix initial (établi aux conditions économiques du « mois 0 »),
In est l'indice lors de la révision (dernier indice connu à la date de révision),
I0 est l'indice du « mois 0 ».

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – GL68B – Location et exploitation de biens immobiliers – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766492.

Cet indice est publié au bulletin mensuel statistique de l'INSEE et est disponible sur internet à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766492>

Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, son nouveau barème dans un délai minimum d'un mois avant la date prévue pour anniversaire du début du marché (date de notification du marché).

4.3. Clause de sauvegarde

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 3% l'an, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

Si la révision aboutit à une majoration de plus de 3% des prix du marché, les parties s'engagent à négocier en application de l'article 1.3 du présent CCAP afin de trouver un accord.

En cas de désaccord persistant, le Cnam pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 5. Avance

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L. 2191-2 à L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

Article 6. Modalité de règlement des comptes

Aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du Cnam. Dans le cas où la prestation serait exécutée par le titulaire malgré l'absence de bon de commande, la prestation ne sera pas payée, et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire contre le Cnam.

6.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

L'acte d'engagement (AE) et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les paiements sont effectués après la remise des études dans les conditions fixées par le présent CCAP.

6.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un (1) original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations financières du marché (DPGF/BPU) hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- La date de facturation.

Les factures sont toutes adressées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le centre financier qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

6.3. Modalités de règlement et délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date d'admission des prestations ;
- Date de réception des factures correctement établies.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le comptable, il ne comprend pas les délais bancaires.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

6.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 CCAG-FCS.

6.5. Paiement des sous-traitants

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 6 du présent CCAP.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

Article 7. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, en particulier celles précisées par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

7.1. Généralités

Le titulaire s'engage à désigner une personne chargée de suivre le marché (interlocuteur unique). En cas d'empêchement ou de remplacement du responsable en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai le Cnam et lui indiquera ses coordonnées.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

7.2. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat**.

Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences des intervenants chargés des différentes actions de la prestation. Il doit veiller au bon avancement des prestations. Il doit alerter le Cnam de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

Au cas où un retard serait constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire, sous peine de résiliation du marché, de prendre les mesures nécessaires pour rattraper son retard.

7.3. Mesures d'ordre social

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification du prix des prestations.

7.4. Suivi du marché

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

7.5. Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire sera conformément aux prescriptions de l'article 1.3 du présent CCAP.

7.6. Lieux d'exécution du marché

Le présent marché s'exécute à Paris et/ou dans les départements suivants :

- Hauts-de-Seine (92)
- Seine Saint-Denis (93)
- Val de Marne (94)

7.7. Commande des prestations

Afin d'informer le titulaire du nombre de salles définitives retenues, un bon de commande est envoyé avec les renseignements suivants :

- numéro et date du marché ;
- date de l'examen ;
- nombre de candidats inscrits à l'examen ;
- nombre de salles souhaitées.

7.8. Annulation des prestations

L'annulation des bons de commande des prestations à l'initiative du pouvoir adjudicateur ouvre droit à l'indemnisation du titulaire selon le barème suivant :

Conditions d'indemnisation (sur la base du montant du bon de commande) :

- 2 à 3 mois avant le début des épreuves : 5%
- De 1 mois à 10 jours ouvrés avant le début des épreuves : 10 %
- Moins de 10 jours ouvrés avant le début des épreuves : 15%

Article 8. Modalités d'exécution des bons de commande

Chaque bon de commande sera notifié et envoyé par courrier électronique selon les besoins de Cnam.

Le retour par mail de la part du titulaire vaut accusé de réception et aura valeur de notification du bon de commande qui précisera la nature des prestations à réaliser, les délais et lieux d'exécution, le montant du bon de commande et les délais d'intervention.

Le délai d'exécution est décompté à partir de la date de début d'exécution des prestations incluse.

Article 9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Installation et vérifications

Les opérations d'installation, de mise en ordre de marche et de vérification se dérouleront conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

Le délai maximal dans lequel le Cnam procède aux opérations de vérification est fixé à quinze (15) jours à compter de la date à partir de laquelle le titulaire a avisé le pouvoir adjudicateur qu'il pouvait effectuer ces vérifications.

9.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par les articles 32 à 33 du CCAG-FCS.

9.3. Garantie des prestations

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des prestations, sont d'une durée de :

- Un (1) an pour la garantie de parfait achèvement des prestations (article 33 du CCAG- FCS) ;
- Deux (2) ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert ;
- Deux (2) ans pour la garantie des vices cachés (articles 1641 à 1649 du Code civil).

La garantie de conformité des logiciels standards s'applique dans les conditions prévues par l'article 33 du CCAG-FCS.

Article 10. Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

10.1. Généralités

Les retards et manquements sont appréciés pour chaque prestation indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité si le retard est imputable au Cnam.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire. La TVA ne s'applique pas aux pénalités. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Si en dépit des pénalités appliquées par le Cnam le titulaire ne corrige pas ses prestations, le Cnam peut soit continuer à appliquer les pénalités contractuelles ci-dessous mentionnées, soit rompre le marché sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

10.2. Vis-à-vis de la vie sociale de la société

Du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par manquement.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à 300 € HT par manquement.

10.3. Non-respect du cahier des clauses techniques particulières

Du simple fait de la constatation par le Cnam que les prestations n'ont pas été exécutées dans le respect des prescriptions techniques du marché (BPU, CCTP), une pénalité de 90 € HT par manquement, non corrigé à la suite d'une demande de mise en conformité, et par jour ouvré est appliquée.

Après un délai de 5 jours ouvrés, cette pénalité est portée à 180 € HT par manquement et par jour ouvré.

10.4. Non-respect des délais

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 € HT par jour ouvré. Chaque jour de retard entamé est dû.

10.5. Pénalité relative à la gestion administrative du marché

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3 et L8221-5 du code du travail des pénalités sont appliquées selon ces deux limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Si en dépit des alertes du Cnam, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Cnam peut soit appliquer les pénalités contractuelles ci-dessus mentionnées, soit rompre le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

10.6. Non-respect des effectifs et profils contractuels

Du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas respecté ses engagements contractuels en termes d'effectifs et de profils, une pénalité fixée à 90 € HT par manquement, non corrigé à la suite d'une demande de mise en conformité, et par jour ouvré est appliquée.

Après un délai de 5 jours ouvrés, cette pénalité est portée à 180 € HT par manquement et par jour ouvré.

Article 11. Assurances

11.1. Assurance de responsabilité civile et dommages aux tiers

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

11.2. Assurance vols et dommages aux biens

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance couvrant les vols et les dommages aux biens du Cnam ; sa responsabilité est engagée que le dommage soit dû à un membre de son personnel ou à un matériel dont il dispose

Article 12. Résiliation du marché

12.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et aux articles 6.2 et 10 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2. Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après une (1) mise en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.3. Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 13. Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du CCP). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics
Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique

Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télé doc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.
En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,
7, rue de Jouy
75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 49 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Article 14. Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - FCS
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - FCS